

Mathieu Dubois et Renaud Meltz (dir.)

De part et d'autre du Danube

L'Allemagne, l'Autriche et les Balkans
de 1815 à nos jours

Mélanges en l'honneur
du professeur Jean-Paul Bled

ISBN de ce PDF :
979-10-231-0883-5



ISBN des tirés à part :

CRM72 · De part et d'autre du Danube (PDF complet)	979-10-231-0865-1
CRM72 · Introduction. Jean-Paul Bled, historien des Mondes germaniques en Sorbonne · Rainer Hudemann	979-10-231-2674-7
CRM72 · I.1 L'idée slave et les Croates au XIX ^e siècle · Edi Miloš	979-10-231-0866-8
CRM72 · I.1 Un grand acteur oublié de la scène autrichienne : le comte Anton von Prokesch-Osten · André Reszler	979-10-231-0867-5
CRM72 · I.1 La Bosnie-Herzégovine entre l'Autriche et la Hongrie (1878-1914) · Philippe Gelez	979-10-231-0868-2
CRM72 · I.1 L'action politique de l'Autriche-Hongrie chez les Albanais dans le <i>Vilayet</i> du Kosovo (Une analyse française de 1902) · Dušan T. Bataković	979-10-231-0869-9
CRM72 · I.1 Les officiers-conjurés serbes : 1903-1914. Programme et convictions politiques · Vojislav Pavlović	979-10-231-0870-5
CRM72 · I.1 Montenegro and the Central Powers 1915-16 · Lothar Höbelt	979-10-231-0871-2
CRM72 · I.2 Influences diplomatiques, cultures et mémoire dans un espace en recomposition au XX ^e siècle · Jean-Noël Grandhomme	979-10-231-0872-9
CRM72 · I.2 Les répertoires français, allemand et autrichien sur les grandes scènes roumaines. Le cosmopolitisme d'une culture nationale (1919-1940) · Georgiana Medrea	979-10-231-0873-6
CRM72 · I.2 Aspects de la Résistance française en Roumanie après 1940. Diplomates, enseignants et écrivains · Ana-Maria Stan	979-10-231-0874-3
CRM72 · I.2 François-Joseph en Hongrie : un lieu de mémoire ? · Catherine Horel	979-10-231-0875-0
CRM72 · II.1 Naissance de la germanophobie française ? L'opinion publique et la crise de 1840 · Renaud Meltz	979-10-231-0876-7
CRM72 · II.1 Bismarck et l'Europe. De la mission Alvensleben à la mission Radowitz · Stéphanie Burgaud	979-10-231-0877-4
CRM72 · II.2 Un génie de la prévision : Jacques Bainville dans <i>Les Conséquences politiques de la paix</i> · Zoltan Bécsi	979-10-231-0878-1
CRM72 · II.2 L'Allemagne de Martin Heidegger, ou le patriotisme d'un philosophe apolitique (1889-1933) · Guillaume Payen	979-10-231-0879-8
CRM72 · II.2 Du poids de l'intérêt matériel dans l'adhésion au nazisme. Réflexions autour des thèses de Götz Aly, à travers le cas de la politique d'aide sociale de la SS · David Gallo	979-10-231-0880-4
CRM72 · II.2 Julius Berger (1862-1943) : un entrepreneur allemand et la France · Dominique Barjot	979-10-231-0881-1
CRM72 · II.3 La RFA et les premières communautés européennes · Christophe Réveillard	979-10-231-0882-8
CRM72 · II.3 L'Allemagne et de Gaulle : l'approche de Willy Brandt · Benedikt Schoenborn	979-10-231-0883-5
CRM72 · II.3 Les partis politiques au défi de « 68 » en RFA et en France · Mathieu Dubois	979-10-231-0884-2
CRM72 · Entretien avec Jean-Paul Bled	979-10-231-0885-9
CRM72 · Portrait de Jean-Paul Bled · par Emmanuel Leroy Ladurie	979-10-231-2675-4
CRM72 · Bibliographie de Jean-Paul Bled	979-10-231-2676-1

DE PART ET D'AUTRE DU DANUBE

collection dirigée par Dominique Barjot & Lucien Bély

Dernières parutions

- Introduction aux discours coloniaux*
Norbert Dodille
- « *C'est moy que je peins* ». *Figures de soi à l'automne de la Renaissance*
Marie-Clarté Lagrée
- Des saints d'État ? Politique et sainteté au temps du concile de Trente*
Florence Buttay
& Axelle Guillausseau (dir.)
- Représenter le Roi ou la Nation ? Les parlementaires dans la diplomatie anglaise*
Stéphane Jettot
- L'Union du Trône et de l'Autel ? Politique et religion sous la Restauration*
Mathieu Brejon de Lavergnée
& Olivier Tort (dir.)
- Pierre Chaunu, historien*
Jean-Pierre Bardet, Denis Crouzet et Annie Molinié-Bertrand (dir.)
- Les Frères d'Eichtal. Gustave, saint-simonien et Adolphe, financier pionnier des chemins de fer*
Hervé Le Bret
- L'Entreprise et sa mémoire. Mélanges en l'honneur de Maurice Hamon*
Didier Bondue (dir.)
- La Faveur et la Gloire. Le maréchal de Bassompierre mémorialiste (1579-1646)*
Mathieu Lemoine
- Chrétiens et Ottomans de Malte et d'ailleurs*
Alain Blondy
- Le Corps des esclaves de l'île Bourbon. Histoire d'une conquête*
Prosper Ève
- Les Maîtres du comptoir : Desgrand père & fils. Réseaux du négoce et révolutions commerciales (1720-1878)*
Jean-François Klein
- Frontières religieuses dans le monde moderne*
Francisco Bethencourt
& Denis Crouzet (dir.)
- La Politique de l'histoire en Italie. Arts et pratiques du réemploi (xive-xiive siècle)*
Caroline Callard, Élisabeth Crouzet-Pavan & Alain Tallon (dir.)
- Les Habsbourg et l'argent. De la Renaissance aux Lumières*
Jean Bérenger
- Cités humanistes, cités politiques (1400-1600)*
Denis Crouzet, Élisabeth Crouzet-Pavan & Philippe Desan (dir.)
- Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*
Régine Perron
- Aluminium. Du métal de luxe au métal de masse (xixe-xxie siècle)*
From precious metal to mass commodity (19th-21st century)
Dominique Barjot
& Marco Bertilorenzi (dir.)
- Les Stratégies de l'échec. Enquêtes sur l'action politique à l'époque moderne*
Marie Barral-Baron, Marie-Clarté Lagrée & Mathieu Lemoine (dir.)
- Partager le monde. Rivalités impériales franco-anglaises (1748-1756)*
François Ternat

Mathieu Dubois & Renaud Meltz (dir.)

De part et d'autre du Danube

L'Allemagne, l'Autriche et les Balkans,
de 1815 à nos jours

Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Paul Bled



Ouvrage publié avec le concours de l'UMR 8596 Centre Roland Mousnier,
et du Conseil scientifique de l'université Paris-Sorbonne

Les PUPS, désormais SUP, sont un service général
de la faculté des Lettres de Sorbonne Université

© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2015
ISBN de l'édition papier : 978-2-84050-997-4

Mise en page : Emmanuel Marc DUBOIS, Issigeac
d'après le graphisme de Patrick VAN DIEREN

Version numériques et tirés-à-part :
© Sorbonne Université Presses, 2022
Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3d2s

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris

sup@sorbonne-universite.fr

sup.sorbonne-universite.fr

SECONDE PARTIE

**L'Allemagne de Jean-Paul Bled :
de la Confédération germanique
à la République de Berlin**

L'Allemagne et la France
après la seconde guerre mondiale

L'ALLEMAGNE ET DE GAULLE : L'APPROCHE DE WILLY BRANDT

Benedikt Schoenborn

Charles de Gaulle et Willy Brandt marquèrent chacun à leur manière l'histoire contemporaine de leurs pays respectifs et de l'Europe entière. Les deux hommes différaient par leurs appartenances politiques, leurs personnalités et styles, leurs nationalités et les intérêts qu'ils défendaient. La période de relations directes, de 1959 à 1969, représentait pour de Gaulle la dernière étape de son parcours politique alors qu'elle devait être pour Brandt un prélude à son œuvre ultérieure. Bien que les contacts directs se déroulassent normalement dans une bonne ambiance, les différends politiques étaient nombreux. Afin d'illustrer ces désaccords et d'indiquer des points de convergence, cet article esquissera dans un premier temps les positions de Brandt vis-à-vis de la présidence de Gaulle.

Vu d'aujourd'hui, nonobstant toutes leurs différences, les deux hommes avaient en commun de consacrer une partie essentielle de leurs efforts politiques et intellectuels à préfigurer le visage futur de l'Europe. Pour de Gaulle comme pour Brandt, la question de la place et du rôle futur de l'Allemagne constituait un élément important de leurs réflexions sur le devenir de l'Europe. Les deux hommes politiques partageaient une vision de la solution du problème allemand fondée sur une transformation de l'Europe entière et ainsi des relations Est-Ouest. À travers une analyse plus large de la politique à long terme de Brandt, cet article proposera dans un second temps une comparaison des grandes lignes de force des conceptions politiques de Brandt et de celles du général de Gaulle, afin de dégager similarités et incompatibilités potentielles. Nous nous servirons enfin des mémoires de Brandt pour résumer son point de vue sur de Gaulle¹.

1 Pour des récits biographiques et les relations franco-allemandes, voir par exemple Peter Merseburger, *Willy Brandt 1913-1992: Visionär und Realist*, Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 2002 ; Hélène Miard-Delacroix, *Willy Brandt*, Paris, Fayard, 2013 ; Jean Lacouture, *De Gaulle*, Paris, Éditions du Seuil, 2010, 3 vol. ; Peter Schunck, *Charles de Gaulle: Ein Leben für Frankreichs Größe*, Berlin, Propyläen, 1998 ; Georges-Henri Soutou, *L'Alliance incertaine. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands, 1954-1996*, Paris, Fayard, 1996 ; Ulrich Lappenküper, *Die deutsch-französischen Beziehungen 1949-1963*, München, Oldenbourg,

En tant que maire de Berlin-Ouest à partir de 1957, et candidat (sans succès) à la chancellerie allemande en 1961 et 1965, Brandt rencontra de Gaulle presque chaque année dès 1959², quoique leurs conversations, parfois informelles, n'aient pas toujours donné suite à un compte rendu écrit. À partir de décembre 1966, toutes leurs entrevues furent officielles, Brandt occupant désormais la fonction de ministre allemand des Affaires étrangères dans le gouvernement de Grande Coalition. Lorsque Brandt fut élu chancelier ouest-allemand en octobre 1969, de Gaulle avait déjà démissionné de la présidence française (en avril 1969). Ainsi, les deux hommes ne se rencontrèrent jamais sur un pied d'égalité, Brandt n'ayant pas encore acquis la position de chef de gouvernement en Allemagne durant l'ère de Gaulle. En principe, Brandt n'était donc pas un interlocuteur avec lequel de Gaulle discuta en profondeur de la politique française et l'avis de Brandt ne fut pas nécessairement de première importance pour Paris. Vice versa, Brandt ne s'exprima pas d'une manière soutenue sur l'ensemble de la politique poursuivie par de Gaulle, mais s'intéressa plutôt à certains thèmes.

LA PRÉSIDENTE DE GAULLE VUE PAR BRANDT

L'évolution de Brandt dans le temps ne peut pas être approfondie ici, mais mérite en tous cas d'être mentionnée. Durant les années 1960, la réflexion européenne de Brandt mûrit à mesure de l'avancement de sa carrière et des changements de la situation internationale. D'une façon générale, l'opinion de Brandt était influencée par la position du parti social-démocrate allemand (SPD) dont l'opposition à de Gaulle faisait partie intégrante de la ligne politique jusqu'en 1965-1966³. Ce n'est qu'en 1966 que le SPD commença à reconsidérer ses vues et à percevoir de Gaulle moins négativement. Comparé à ses collègues de parti, Brandt revendiqua une position plus modérée et plus nuancée envers de Gaulle bien avant 1966⁴. Néanmoins, le fils aîné de Brandt se souvient que, dans l'intimité, le discours de son père sur le président français fut très

2001, 2 vol. ; Benedikt Schoenborn, *La Mésentente apprivoisée : de Gaulle et les Allemands, 1963-1969*, Paris, PUF, 2007.

2 Selon les recherches de l'auteur, Brandt rencontra de Gaulle au moins une fois par an entre 1959 et 1969, à l'exception de 1961.

3 Pour l'évolution du SPD, voir Reiner Marcowitz, *Option für Paris? Unionsparteien, SPD und Charles de Gaulle, 1958 bis 1969*, München, Oldenbourg, 1996, p. 231-248. Alors que le SPD se situait clairement aux antipodes de la politique gaulliste jusqu'au milieu des années 1960, le parti CDU/CSU était politiquement divisé entre « atlantistes » et « gaullistes allemands ». Pour plus de détails, voir Tim Geiger, *Atlantiker gegen Gaullisten: Außenpolitischer Konflikt und innerparteilicher Machtkampf in der CDU/CSU 1958-1969*, München, Oldenbourg, 2008.

4 Télégramme de Margerie (Bonn), 3 janvier 1965, dans Archives du ministère français des Affaires étrangères (MAE), AD série Europe 1961-1970, sous-série République fédérale d'Allemagne (RFA), carton n° 1605 ; René Bayer, « Brandt würdigt die flexible Politik Frankreichs », *Die Zeit*, 22 mai 1964, p. 6.

critique au début des années 1960 – conforme à l’atlantisme prononcé du SPD à l’époque – et s’améliora sensiblement ensuite⁵. Même après 1966, le jugement de Brandt divergeait assez nettement par rapport aux différents aspects de la politique gaulliste.

La guerre d’Algérie et la crise de Berlin

La guerre d’Algérie était la raison pour laquelle « le plus illustre des Français⁶ » fut rappelé au pouvoir en 1958 et elle resta le thème dominant de la vie politique française jusqu’aux accords d’Évian en mars 1962, suivis par l’indépendance de l’Algérie. Même le président américain Dwight D. Eisenhower accordait aux événements algériens une grande importance et, pour cette raison, applaudit d’abord le retour politique du général de Gaulle, lui seul étant considéré comme à même d’empêcher la guerre civile en France⁷. En revanche, Willy Brandt s’intéressait très peu à la guerre d’Algérie. À l’époque, son attention était entièrement focalisée sur Berlin et la question allemande. Les recherches de Jean-Paul Cahn ont montré que Brandt ne se prononça sur le thème algérien pour la première fois qu’en mai 1962, donc après les accords d’Évian. Brandt exprima alors son « respect » pour la politique de réconciliation du général de Gaulle envers le peuple algérien⁸. Dans une version de ses mémoires, Brandt mentionna positivement que de Gaulle avait « assumé la tâche⁹ » de terminer la guerre d’Algérie, rien de plus.

Berlin jouait un rôle primordial dans la politique et la pensée de Brandt. Sur le plan personnel également, il resta très attaché à la ville tout au long de sa vie. Lors de la crise de Berlin, déclenchée par l’ultimatum de Khrouchtchev¹⁰ en novembre 1958, Brandt s’investit corps et âme en tant que maire pour protéger sa ville contre « la brutale menace » soviétique. Pour Brandt, maintenir Berlin rattaché au monde occidental revenait à défendre « notre existence, notre

5 Entretien de l’auteur avec Peter Brandt, le 3 décembre 2011. Voir également Willy Brandt, *Begegnungen und Einsichten: Die Jahre 1960-1975*, Hamburg, Hoffmann und Campe, 1976, p. 141-142.

6 Déclaration du président de la République, René Coty, à l’Assemblée nationale, le 29 mai 1958, citée selon www.assemblee-nationale.fr/histoire/de_gaulle.asp (accès le 6 août 2013).

7 Pour l’attitude du gouvernement Eisenhower envers de Gaulle, voir Geir Lundestad, *The United States and Western Europe since 1945*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p. 118-119.

8 Jean-Paul Cahn, « Willy Brandt und der Algerienkrieg: Vom zeitgemäßen Desinteresse zur parteipolitisch bedingten Instrumentalisierung », dans Horst Möller et Maurice Vaïsse (dir.), *Willy Brandt und Frankreich*, München, Oldenbourg, 2005, p. 91-102, ici p. 100.

9 W. Brandt, *Begegnungen und Einsichten, op. cit.*, p. 132-133.

10 Nikita Khrouchtchev exigea que les troupes occidentales quittent Berlin-Ouest, sinon l’URSS dénoncerait le statut quadripartite de Berlin. Cet ultimatum impliquait la menace d’une coupure des routes d’accès entre Berlin-Ouest et la RFA.

vie¹¹ ». Ainsi, Brandt apprécia pleinement la fermeté du président français envers les Soviétiques durant la crise, et sa politique d'appui démonstratif au gouvernement allemand. En revanche, la passivité de l'Ouest en août 1961, lors de la construction du Mur – qui coupa la ville en deux mais ne remit pas en questions les droits occidentaux à Berlin-Ouest –, fut pour Brandt une grande déception. Il constata amèrement que de Gaulle ne revint même pas de vacances. L'expérience d'août 1961 devait influencer profondément la pensée et la politique ultérieure de Brandt. D'une part, il se montra plus attaché que jamais à l'alliance avec les États-Unis, seuls capables de garantir la liberté de Berlin-Ouest face à la menace soviétique. D'autre part, le consentement silencieux des Alliés à la construction du Mur renforça de façon décisive la conviction de Brandt que les Allemands devaient développer leurs propres conceptions et prendre eux-mêmes contact avec l'Est, sinon le pays resterait divisé à jamais.

286

Les États-Unis, le couple franco-allemand, la construction européenne

Les tensions franco-américaines consécutives à l'ambition gaulliste de créer une « Europe européenne » et la polémique française contre toute idée d'hégémonie américaine, ont marqué la perception internationale de la présidence de Gaulle. Cette brouille franco-américaine fut aussi un élément majeur de désaccord entre Brandt et le président français. Au début des années 1960, Brandt incarnait le « Kennedy allemand » et ne cessait de promouvoir « un maximum de partenariat atlantique¹² ». Il ne partageait donc pas, à l'époque, les critiques françaises vis-à-vis des Américains et craignait que l'antagonisme entre les deux alliés puisse affaiblir la sécurité de l'Allemagne. Lors des conversations avec de Gaulle, Brandt évita d'entrer dans une polémique sur les relations avec Washington, conscient que les points de vue divergeaient profondément¹³. Durant la seconde moitié de la décennie, la guerre du Vietnam commença à ternir quelque peu l'image américaine dans l'esprit de Brandt. Néanmoins, il continua à affirmer la loyauté ouest-allemande envers les États-Unis et l'importance primordiale de la protection américaine. Brandt considéra alors le manque de coopération française avec les États-Unis et le retrait graduel de

11 Willy Brandt, « Rede auf dem Landesparteitag der Berliner SPD, 28. Dezember 1958 », dans Helga Grebing, Gregor Schöllgen et Heinrich August Winkler (éd.), *Willy Brandt: Berliner Ausgabe*, Bonn, Dietz, t. 3, 2004, p. 247-254, ici p. 250.

12 Willy Brandt, « Schreiben an Präsident Kennedy, 7. Februar 1963 », dans *ibid.*, p. 400-401. Voir Judith Michel, *Willy Brandts Amerikabild und -politik 1933-1992*, Bonn, V&R unipress, 2010, p. 151.

13 Compte rendu de Bahr, Note sur la rencontre du 2 juin 1965 avec de Gaulle, dans Archiv der sozialen Demokratie (AdsD), Bonn, Depositum Bahr, carton n° 441.

l'OTAN poursuivi par de Gaulle durant les années 1960 comme des obstacles importants à une coopération franco-allemande plus ambitieuse¹⁴.

Le couple franco-allemand était, selon la vision politique du général de Gaulle, la base sur laquelle devait naître cette « Europe européenne » faisant jeu égal avec l'Amérique, et le point de départ pour assurer l'équilibre européen face à la puissance soviétique. De Gaulle souhaitait que la coopération franco-allemande aille très loin et à un certain moment imagina même une « union¹⁵ » des deux pays. Dans l'objectif de lier durablement les politiques française et allemande, de Gaulle trouva un partenaire étroit dans la personne de Konrad Adenauer, chancelier ouest-allemand de 1949 à 1963¹⁶. Brandt appréciait l'amitié franco-allemande comme « un bien précieux¹⁷ » mais ne lui donnait pas la même exclusivité que de Gaulle ou Adenauer. Après la signature du traité de l'Élysée, le 22 janvier 1963, Brandt fut l'un des promoteurs du préambule atlantiste ajouté par le Bundestag quatre mois plus tard, afin de ne pas compromettre les relations avec Washington. Le maire craignit que Berlin pût subir des conséquences négatives si le traité de l'Élysée était perçu comme un choix allemand en faveur de Paris et contre Washington, perception en effet très répandue dans l'administration Kennedy¹⁸. Certes, en tant que ministre des Affaires étrangères, Brandt entreprit dès décembre 1966 des démarches pour faire renaître l'amitié franco-allemande, intention appréciée par de Gaulle. Pourtant, ces efforts restèrent partiels et l'entente affichée se limita à la politique à l'Est. Brandt fit attention de garder sa liberté d'action et de ne pas se laisser restreindre par « le corset du traité franco-allemand¹⁹ ».

La construction européenne fut, après les relations avec Washington, le deuxième domaine de désaccord évident entre Brandt et de Gaulle durant les années 1960. Brandt fut en particulier irrité par les deux « vetos » du président de Gaulle contre l'adhésion britannique au Marché commun, respectivement en janvier 1963 et en novembre 1967, et par l'attitude inamicale et agressive de

- 14 Interview, Willy Brandt dans *Pariser Kurier*, le 13 janvier 1968, dans Willy-Brandt-Archiv (WBA), Bonn, Bestand A3, carton n° 269.
- 15 Charles de Gaulle, « Allocution prononcée à Hambourg, le 7 septembre 1962 », dans *Discours et Messages*, Paris, Plon, 1970, t. IV, p. 12-13, ici p. 13.
- 16 Pour les relations entre de Gaulle et Adenauer, voir Paul Legoll, *Charles de Gaulle et Konrad Adenauer : la cordiale entente*, Paris, L'Harmattan, 2004 ; Hermann Kusterer, *Le Général et le Chancelier*, Paris, Economica, 2001.
- 17 Interview, Willy Brandt dans *Die Welt am Sonntag*, 6 octobre 1968, dans WBA, Bestand A3, carton n° 287.
- 18 Entretien Brandt-de Gaulle, 24 avril 1963, dans Politisches Archiv des Auswärtigen Amts (PAAA), Berlin, Bestand B150, 1963 ; télégramme de l'ambassadeur Klaiber (Paris), 25 avril 1963, *ibid* ; mémorandum de Charles Bohlen, 2 mars 1963, dans National Archives at College Park (MD), Record Group 59, Central Foreign Policy File 1963, carton n° 3910.
- 19 Aufzeichnung Bahr, Vermerk zum Treffen mit de Gaulle am 13.-14.1.67, dans AdsD, Depositum Bahr, carton n° 441.

Paris durant la crise communautaire de 1965-1966²⁰. Brandt ne cacha pas son désaccord. Par exemple, il déclara en juin 1965 qu'il était, contrairement à de Gaulle, « un partisan convaincu de l'intégration économique réalisée à partir de Bruxelles », qu'il voulait « une Europe ouverte et non pas recroquevillée sur elle-même » et qu'il souhaitait « que la Grande-Bretagne et les autres États européens en fassent partie »²¹. Après le second « veto » en novembre 1967, Brandt insista sur le fait qu'il ne partageait nullement l'objection formulée par de Gaulle et qu'il considérait la Grande-Bretagne comme parfaitement mûre pour adhérer à la Communauté²². Néanmoins, en tant que ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, Brandt s'engagea tout d'abord comme médiateur entre la France et les autres partenaires, afin de contenir le sentiment de crise dans la Communauté. Il était tout à fait conscient qu'il n'y aurait pas de construction européenne sans coopération franco-allemande, ni *a fortiori* sans la France. Il faut également souligner qu'au sujet de la Grande-Bretagne, l'opinion de Brandt évolua plus tard. Se souvenant rétrospectivement de l'argument du général de Gaulle affirmant que les relations spéciales entre Londres et Washington perturbaient le développement de l'Europe, Brandt confia à un proche que de Gaulle avait eu raison²³.

Le conflit Est-Ouest

Les relations Est-Ouest représentaient le domaine principal – et probablement l'unique – où les vues du général de Gaulle et de Brandt concordait. Selon les deux hommes, l'évolution du conflit Est-Ouest en Europe était étroitement liée à la solution à long terme du problème allemand. En effet, de Gaulle encouragea Brandt dans son ambition de nouer des contacts avec l'Allemagne de l'Est dès 1963²⁴. En mai 1964, alors que le SPD rejetait toujours l'ensemble de la politique gaulliste, Brandt surprit ses compatriotes en trouvant des aspects positifs et novateurs dans l'approche du Général sur ce conflit. Brandt estima que de Gaulle utilisait habilement la marge créée par l'équilibre des superpuissances pour ouvrir les fronts européens et s'exclama publiquement : « En tant

20 En juillet 1965, Paris retira son représentant permanent de Bruxelles afin de faire pression sur les institutions communautaires et les partenaires européens. Cette crise de la *chaise vide* dura jusqu'en janvier 1966.

21 Interview de Willy Brandt à *La Vie française*, 4 juin 1965, dans WBA, Bestand A3, carton n° 209.

22 Télégramme de Willy Brandt à l'ambassadeur Klaiber (Paris), 7 décembre 1967, dans PAAA, Bestand B2, carton n° 130.

23 Propos rapportés par Egon Bahr lors d'un entretien avec l'auteur le 14 avril 2004.

24 Entretien de Gaulle-Brandt, 24 avril 1963, dans Centre des archives diplomatiques de Nantes, Bonn Ambassade, carton n° 179. À ce sujet, voir aussi la conférence de presse du général de Gaulle, le 25 mars 1959, dans *Discours et Messages*, *op. cit.*, t. III, p. 85.

qu'Allemand je me demande parfois : pourquoi est-il le seul à le faire²⁵ ? » À partir de décembre 1966, Brandt chercha à utiliser sa nouvelle fonction de ministre des Affaires étrangères en premier lieu pour promouvoir, aux côtés de la France, les contacts avec l'Est et « réunir²⁶ » le continent européen. Brandt se félicita de cette coopération et avoua à son homologue français concernant la politique à l'Est : « Vous avez une certaine avance sur nous. » Toutefois, d'entrée, les conseillers de Brandt l'encouragèrent à s'émanciper de la France et à poursuivre sa propre politique orientale, s'appuyant sur le fait que Paris refusait à Bonn un rôle de médiateur dans les questions Est-Ouest²⁷. Les documents suggèrent que le gouvernement français se rendit compte à l'été 1968 que Brandt poursuivait en effet une approche autonome envers l'Est. La diplomatie française découvrit alors, plutôt par coïncidence, que le ministre allemand entretenait des contacts secrets avec le gouvernement d'Alexandre Dubček en Tchécoslovaquie, sans en informer Paris. Fin juin 1968, cette situation délicate fut aggravée par un rapport allemand indiquant que Brandt envisagerait une réconciliation germano-soviétique à grande échelle, selon le modèle du traité de l'Élysée. Même si ce rapport alarmant s'avéra faux par la suite, *de facto* l'effort franco-allemand pour mener une politique orientale commune prit fin après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces du Pacte de Varsovie en août 1968. De Gaulle, déconcerté, cessa d'informer les Allemands de ses contacts avec l'Est, alors que Brandt décida d'attendre les élections allemandes de 1969 avant de mettre en pratique ses propres idées de politique orientale²⁸. Ainsi, dès la fin de la présidence de Gaulle, il apparaissait que la politique à long terme de Brandt était similaire, mais non identique à l'approche gaulliste. La partie qui suit aura pour objectif d'élargir la perspective sur la politique à long terme de Brandt et proposera une interprétation des grandes lignes de forces auxquelles il demeura toujours attaché durant sa longue carrière.

L'APPROCHE À LONG TERME DE BRANDT

En tant que chancelier ouest-allemand de 1969 à 1974, Willy Brandt fut la vedette de la Détente en Europe. Dans un sens, il prit ainsi la relève du général

25 W. Brandt, « Rede vor der Foreign Policy Association in New York am 15. Mai 1964 », dans *Der Wille zum Frieden: Perspektiven der Politik*, Hamburg, Hoffmann und Campe, 1971, p. 112-114, ici p. 114.

26 Entretien Brandt-Couve de Murville, le 27 avril 1967, dans MAE, AD série Secrétariat général 1945-1974, sous-série Entretiens et messages, carton n° 30.

27 Aufzeichnung Bahr, 11 janvier 1967, dans AdSD, Depositum Bahr, carton n° 441.

28 Pour plus de détails, voir Benedikt Schoenborn, « Willy Brandt infidèle ? Les incertitudes françaises durant le printemps de Prague, 1968 », *Relations internationales*, n° 134, printemps 2008, p. 69-81.

de Gaulle, qui avait été le premier homme d'État européen, durant les années 1960, à mettre en pratique une politique de détente Est-Ouest. Sans doute Brandt fut-il conforté dans ses propres initiatives par l'approche gaullienne. Mais du côté français, on estime parfois que le dessein politique du chancelier Brandt était une sorte d'assimilation des concepts du général de Gaulle adaptés aux besoins allemands²⁹. Cependant, cette interprétation ne s'accorde pas avec la documentation riche et cohérente disponible dans les archives allemandes. Brandt avait favorisé l'idée d'un dialogue et d'une coexistence pacifique avec l'Est dès 1955 – donc avant le retour au pouvoir du général de Gaulle – et développa ensuite ses conceptions parallèlement au président français³⁰.

L'unique option : le dialogue

290

La conviction que le dialogue Est-Ouest était la seule perspective prometteuse pour les Allemands sous-tendit l'action politique de Brandt depuis les débuts de sa carrière jusqu'à la réunification de l'Allemagne en 1990. Il s'agit donc d'un élément permanent et structurant de sa politique. Le public allemand prit note de ce credo de Brandt à l'été 1963, lorsqu'il déclara dans un discours très médiatisé : « Il n'y a de solution de la question allemande qu'avec l'Union soviétique, non contre elle³¹. » Brandt souhaitait multiplier les contacts à travers le rideau de fer – aux niveaux personnels, institutionnels, politique et économique – afin de rendre perméables les fronts figés entre l'Est et l'Ouest, au bénéfice de l'Allemagne. Son ambition ne se fondait nullement sur une sympathie quelconque pour le système de l'Est, mais plutôt sur la conviction que les valeurs défendues par l'Ouest étaient supérieures aux idées communistes ; l'Occident devait donc s'engager dans un dialogue et non reculer devant les possibilités de contact³². Les échelons de contact montèrent avec les étapes de la carrière de Brandt. En tant que maire de Berlin-Ouest, il établit des rapports avec l'administration de Berlin-Est et rencontra secrètement des diplomates soviétiques³³. Devenu ministre des Affaires étrangères, il s'efforça de créer des

29 Voir par exemple l'interprétation de François Puaux, ancien haut-fonctionnaire au Quai d'Orsay et spécialiste reconnu de la politique à l'Est du général de Gaulle : « La conception gaullienne de la détente », *Espoir*, n° 109, 1996, p. 66-71, ici p. 70. Témoignage de François Puaux, le 10 novembre 1989, dans MAE, Archives orales, n° 34.

30 Pour les origines des idées de Brandt, voir notamment Wolfgang Schmidt, *Kalter Krieg, Koexistenz und kleine Schritte: Willy Brandt und die Deutschlandpolitik 1948-1963*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 2001.

31 W. Brandt, « Rede im Politischen Club der Evangelischen Akademie Tutzing », dans *Willy Brandt: Berliner Ausgabe*, éd. cit., t. 3, p. 419-449, ici p. 447.

32 Sur ce point, voir notamment les discours de Brandt à l'université Harvard en octobre 1962. Version publiée : Willy Brandt, *The Ordeal of Coexistence*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1963, ici p. 3-8.

33 À son grand regret ultérieur, Brandt annula deux rendez-vous avec Nikita Khrouchtchev, dû à un refus américain en mars 1959, et pour des raisons de politique intérieure en janvier 1963.

liens avec ses homologues orientaux. Pourtant, la plupart de ces ouvertures ne menèrent à rien dans la mesure où les décideurs du Kremlin choisirent de rejeter les avances du ministre ouest-allemand. Malgré les demandes répétées de Brandt, Alexei Kossyguine refusa de le recevoir, jugeant que Bonn ne poursuivait qu'une tactique nouvelle et n'avait pas encore engagé un changement politique de fond³⁴. Élu chancelier en 1969, Brandt vit finalement ses efforts d'instituer le dialogue couronnés de succès : son *Ostpolitik* et les traités qu'il conclut avec l'Union soviétique, la Pologne, la RDA et la Tchécoslovaquie entrèrent dans l'histoire et détendirent durablement les relations entre la République fédérale et les pays de l'Est. Après sa démission en 1974, Brandt garda la présidence du SPD (jusqu'en 1987) et continua à jouer un rôle international comme président de l'Internationale socialiste (1976-1992). À nouveau, il utilisa son prestige considérable en faveur du dialogue Est-Ouest, notamment lors de la « seconde guerre froide » au début des années 1980. Brandt jouait encore un rôle actif dans la fin du conflit Est-Ouest et se rendit trois fois à Moscou, entre 1985 et 1989, pour discuter avec Mikhaïl Gorbatchev³⁵.

L'approche de Brandt des relations Est-Ouest témoignait de « raisonnements parallèles³⁶ » à ceux du général de Gaulle selon l'avis même de Paris en 1965. En effet, comme de Gaulle, Brandt perçut que le *statu quo* nucléaire entre les superpuissances dégageait une marge de manœuvre politique pour les Européens. Brandt souhaitait transformer graduellement les relations Est-Ouest et à long terme envisageait une Europe entière, incluant l'Est. Les similarités avec la vision politique du général de Gaulle sont évidentes. Toutefois, on l'a déjà évoqué, une différence existait entre les deux approches. De Gaulle prévoyait une politique à l'Est fondée sur le couple franco-allemand et attribuait à la France un rôle crucial de médiateur³⁷ du fait que l'Allemagne était elle-même l'objet des discussions et préoccupations européennes. En revanche, Brandt partait du principe que l'Allemagne devait faire les pas décisifs elle-même ; son *Ostpolitik* s'avéra essentiellement une politique allemande et non franco-allemande. Dans ce contexte, des proches du général de Gaulle ont exprimé des jugements rétrospectifs assez critiques sur Brandt, soulignant qu'il « n'avait pas la même idée des relations franco-allemandes » que de Gaulle³⁸.

34 De 1964 à 1980, Alexei Kossyguine était président du Conseil des ministres de l'URSS.

35 Pour les trois comptes rendus, voir *Willy Brandt: Berliner Ausgabe*, éd. cit., t. 10, p. 219-230, 324-341, et 369-379.

36 Aufzeichnung Bahr, Gespräch mit Winckler am 25.5.65, dans AdSD, Depositum Bahr, carton n° 441.

37 On trouve notamment dans la bibliographie américaine l'idée que de Gaulle n'avait rien à offrir aux Allemands pour justifier le rôle réclamé par la France ; voir Marc Trachtenberg, « The de Gaulle Problem », *Journal of Cold War Studies*, n° 14/1, 2012, p. 81-92, ici p. 83.

38 Propos de Pierre Messmer, lors d'un entretien avec l'auteur, 25 septembre 2003. Maurice Couve de Murville s'est exprimé dans le même sens.

Un autre aspect central dans l'approche de Brandt était la « politique des petits pas », concept développé suite à la répression brutale de l'insurrection du 17 juin 1953 en Allemagne de l'Est. L'expérience de l'agression soviétique et la menace d'une annihilation nucléaire en cas de guerre internationale amenèrent Brandt à voir dans une transformation du système communiste la seule perspective prometteuse. Cette transformation de l'Est ne pouvait être envisagée qu'à long terme, comme un processus à petits pas, encouragé par l'Ouest à travers des contacts directs³⁹. En décembre 1963, la conclusion d'un accord de laissez-passer entre Berlin-Ouest et Berlin-Est, rendant possible la visite de parents séparés par le Mur, fut le premier résultat de cette politique des petits pas. L'ultime étape de ce processus devait être la réunification de l'Allemagne. À cet égard, son approche correspondait à la vision politique du général de Gaulle, exposée lors d'une conférence de presse en février 1965. Toutefois, de Gaulle fut plus explicite quant aux circonstances dans lesquelles, dans un avenir lointain, il prévoyait la réunification allemande : les peuples européens devaient régler en commun et « garantir conjointement » la solution du problème allemand par un accord contractuel, basé sur « une Europe qui se trouve dans la concorde et la coopération depuis l'Atlantique jusqu'à l'Oural »⁴⁰. De Gaulle énuméra aussi des conditions concrètes pour que la réunification allemande puisse avoir lieu. Brandt, en revanche, ne donna jamais de précisions sur les circonstances dans lesquelles il imaginait la réunification future.

Selon mon analyse, le silence de Brandt à cet égard était enraciné dans son concept des petits pas. C'était une approche pragmatique qui se construisait d'une étape à l'autre, ce qui signifie que les pas ultérieurs dépendaient des réalités émergentes et n'étaient pas définis d'avance. L'attitude de Brandt n'était ni passive ni fataliste, il souhaitait plutôt influencer l'évolution politique dans une direction favorable. Mais Brandt était fort conscient, même en tant que chancelier allemand, que ses possibilités de peser sur les événements internationaux restaient très limitées⁴¹. Il doutait aussi qu'on puisse anticiper l'avenir. Même à la fin octobre 1989, peu avant la chute du Mur, Brandt refusa de faire un pronostic et préféra attendre et voir venir « l'imagination de l'histoire⁴² ».

39 W. Schmidt, *Kalter Krieg. Koexistenz und kleine Schritte*, op. cit., p. 175. Voir aussi W. Brandt, « Rede auf dem Landesparteitag der Berliner SPD am 22. Mai 1955 », dans *Willy Brandt: Berliner Ausgabe*, éd. cit., t. 3, p. 186-194.

40 Ch. de Gaulle, « Conférence de presse du 4 février 1965 », dans *Discours et Messages*, op. cit., t. IV, p. 337-340, ici p. 339.

41 W. Brandt, « Gespräch mit Rován am 22. August 1973 », dans *Willy Brandt: Berliner Ausgabe*, éd. cit., t. 6, p. 490-497, ici p. 495.

42 W. Brandt, « Gespräch mit dem Magazin Der Spiegel am 23. Oktober 1989 », dans *Willy Brandt: Berliner Ausgabe*, éd. cit., t. 10, p. 379-385, ici p. 383.

Prenant la succession de Charles de Gaulle après la démission de ce dernier en avril 1969, Georges Pompidou n'apprécia guère le refus du chancelier allemand d'expliquer plus concrètement ses ambitions à long terme. Lors d'un entretien en juillet 1973, il exhorta Brandt à répondre à « la question la plus importante, la plus fondamentale⁴³ » et à expliquer dans quelles circonstances il imaginait la réunification et l'avenir à long terme de l'Allemagne. Selon la diplomatie allemande, la réponse évasive de Brandt irrita considérablement Pompidou⁴⁴.

La paix comme valeur suprême

Enfin, un autre élément de l'approche de Brandt mérite d'être mentionné : son attitude vis-à-vis du passé allemand et les conséquences qu'il en tira. Durant sa présidence, le général de Gaulle y avait attribué une importance capitale et n'avait cessé d'en réclamer des retombées politiques : « Il faut qu'ils admettent, les Allemands, qu'ils ont été vaincus, et que, quand on est vaincu, on paie⁴⁵. » Concrètement, de Gaulle attendait des Allemands qu'ils renoncent à jamais aux armes nucléaires et acceptent définitivement les frontières de 1945. Plus généralement, il voulait empêcher que l'Allemagne « devienne de nouveau la cause d'une grande guerre⁴⁶ ». Après l'investiture de Brandt à l'*Auswärtiges Amt*, de Gaulle l'exhorta : « Nous sommes vos amis, mais seulement pour autant que vous ne soyez pas impérialistes⁴⁷. » Il y a donc peu de doute que de Gaulle aurait applaudi les décisions du chancelier Brandt, dès octobre 1969, de reconnaître *de facto* la perte des territoires allemands attribués à la Pologne en 1945 et d'accepter que l'Allemagne ne dispose jamais de l'arme nucléaire⁴⁸. Brandt attribuait à la paix une valeur suprême, plus importante que l'unité nationale. En tant que chancelier, il expliqua que son ambition fondamentale était d'assurer qu'aucune autre guerre ne puisse émaner de l'Allemagne⁴⁹. En outre, facilité par son histoire personnelle de résistant contre Hitler lors de son exil scandinave, le chancelier Brandt se référait plus fréquemment et franchement

43 Entretien Brandt-Pompidou le 21 juin 1973, dans Hans-Peter Schwarz (dir.), *Akten zur Auswärtigen Politik der Bundesrepublik Deutschland, 1973*, München, Oldenbourg, 2004, p. 1018-1030, ici p. 1019.

44 Telegramm von Braun (Paris), 9 juillet 1973, *ibid.*, p. 1240.

45 Citation dans Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Paris, Fayard, 1997, t. II, p. 277, Conseil du 13 janvier 1965.

46 Entretien de Gaulle-Nixon, 31 mars 1969, dans MAE, AD série Secrétariat général 1945-1974, sous-série Entretiens et messages, carton n° 36.

47 Entretien de Gaulle-Brandt, le 15 décembre 1966, *ibid.*, carton n° 29.

48 Pour plus de détails, voir Gottfried Niedhart, « Ostpolitik and its impact on the Federal Republic's relationship with the West », dans Wilfried Loth et Georges-Henri Soutou (dir.), *The Making of Détente: Eastern and Western Europe in the Cold War, 1965-75*, London, Routledge, 2008, p. 117-132.

49 Entretien Brandt-Stoph, le 19 mars 1970, dans Daniel Hofmann (éd.), *Dokumente zur Deutschlandpolitik*, vol. 6, t. I, München, Oldenbourg, 2002, p. 411-419, ici p. 414.

aux horreurs nazies que ses prédécesseurs. L'image de la gèneuflexion de Brandt devant le mémorial du ghetto juif à Varsovie, en décembre 1970, parcourut le monde et devint le symbole d'une nouvelle Allemagne, modeste et assumant son passé.

Dans une large mesure, on peut donc considérer que les efforts manifestes du chancelier Brandt pour contribuer à la paix européenne correspondaient à ce que de Gaulle avait espéré de la politique allemande. Néanmoins, l'approche de Brandt comprenait un élément non négligeable de divergence vis-à-vis de la position gaullienne. Son objectif était de remplacer « la politique de force classique par une politique de paix concrète⁵⁰ », ce qui à son avis impliquait le désarmement. En effet, dès les années 1950 et jusqu'à la chute du Mur en 1989, Brandt s'engagea en faveur du désarmement contrôlé des deux parties de l'Allemagne et plus largement de l'Europe centrale. Au début des années 1970, cette ambition était un point de désaccord important avec Pompidou qui jugeait dangereux tout désarmement en Allemagne ou en Europe centrale, craignant que cela mène à la neutralisation de l'Europe⁵¹. On sait que de Gaulle, durant sa présidence, avait avancé exactement les mêmes objections.

Il apparaît ainsi que l'approche de Brandt comportait des similarités avec la politique à long terme du général de Gaulle, mais aussi des aspects entravant une coopération trop étroite.

294

DE GAULLE DANS LES MÉMOIRES DE BRANDT

Au cours de sa vie, Willy Brandt a écrit plusieurs ouvrages de mémoires, dont deux contenant un chapitre sur de Gaulle. Le premier datant de 1976 (*Begegnungen und Einsichten*) et le second datant de 1989 (*Erinnerungen*). Ces écrits peuvent illustrer la vision rétrospective de Brandt sur le « plus fier d'entre les Français⁵² ». Dans les deux ouvrages, Brandt a brossé un tableau ambivalent de ses relations avec de Gaulle, personnellement et politiquement. Sur le plan personnel, Brandt souligne son admiration continue pour le chef de la Résistance, le comparant à « un phare resté allumé pendant la longue nuit de la guerre ». En même temps, Brandt avoue ne pas avoir apprécié le style du général de Gaulle qui lui avait posé des questions « comme un chef d'état-major écoutant le rapport d'un subordonné⁵³ ». Sur le plan politique,

50 W. Brandt, Nobelvorlesung in Oslo, 11 décembre 1971, dans WBA, Bestand A3, carton n° 1103.

51 Par exemple, entretien Brandt-Pompidou, 21 juin 1973, dans *Akten zur Auswärtigen Politik*, 1973, éd. cit., p. 1018-1030, ici p. 1021.

52 Willy Brandt, *Mémoires*, trad. François-Michel Gathelier et Bella Chabot, Paris, Albin Michel, 1990, p. 216. Pour la version allemande, voir Willy Brandt, *Erinnerungen*, Frankfurt am Main, Propyläen, 1989, p. 253.

53 *Ibid.*, p. 205 et 208.

Brandt mentionne des sujets de divergence et de convergence avec de Gaulle, dont la plupart ont été décrits dans ce chapitre : la fermeté du général de Gaulle sur Berlin, ses mérites dans le domaine de la réconciliation franco-allemande, son courage politique d'avoir lancé la Détente avec l'Est ; de façon plus critique, Brandt évoque la politique du président de Gaulle vis-à-vis de la Communauté européenne, son attitude envers les États-Unis et sa tendance à surestimer ses propres moyens.

Si l'on compare les deux volumes de mémoires, il apparaît que Brandt s'est exprimé sur de Gaulle d'un ton plus mordant en 1989 qu'en 1976. Les sujets décrits et les positions défendues par Brandt sont quasiment les mêmes, mais, en 1989, la critique de de Gaulle est plus détaillée et les parties positives sont plus courtes, ou annotées d'un commentaire ambigu. Par exemple, la visite triomphale du président français dans plusieurs villes allemandes, à l'automne 1962, et son discours évoquant le « grand peuple allemand », sont décrits de façon nettement positive dans les mémoires de 1976. Dans la version de 1989, Brandt a ajouté en commentaire qu'à cette occasion, les Allemands avaient acclamé de Gaulle comme une sorte de nouveau Führer (« *eine Art Ersatzführer*⁵⁴ »), ce qui modifie l'impression que le lecteur retient de la scène et change aussi indirectement l'image donnée du général de Gaulle.

Néanmoins, dans les mémoires de 1989 comme dans celles de 1976, Brandt souligne avoir été impressionné par de Gaulle, exprimant le regret de ne pas avoir pu travailler avec lui à l'échelle européenne. Le plus grand mérite du président de Gaulle était, pour Brandt, d'avoir eu de cette Europe une vision tout entière, comprenant l'Ouest et l'Est : « Au-delà des déceptions qu'il avait provoquées, il avait osé penser l'utopie d'une Europe en paix⁵⁵. » Dans cette ambition, les objectifs de Willy Brandt et de Charles de Gaulle se rejoignaient.

54 W. Brandt, *Erinnerungen*, op. cit., p. 256. Voir W. Brandt, *Begegnungen und Einsichten*, op. cit., p. 134.

55 W. Brandt, *Mémoires*, op. cit., p. 221.

PRÉSENTATION DES AUTEURS

Dominique Barjot

Professeur d'histoire économique contemporaine à l'université Paris-Sorbonne, directeur adjoint du Centre Roland Mousnier (UMR 8596). Ancien président de l'Association française d'histoire économique, il est l'auteur de nombreux ouvrages ou articles de revue, parmi lesquels, récemment : *La Grande Entreprise française de Travaux Publics*, Paris, Economica, 2006 ; (dir.), « Où va l'histoire des entreprises ? », *Revue économique*, 58, n° 1, janvier 2007 ; (dir.), *Deux guerres totales 1914-1918 ; 1939-1945. La mobilisation de la nation*, Paris, Economica, 2011 ; « Les entreprises françaises d'ingénierie face à la compétition internationale », *Entreprises et histoire*, 71, juin 2013 ; avec Harm G. Schroeter (dir.), « Economic Cooperation Reconsidered », *Revue économique*, 64, novembre 2013 ; *Bouygues. Les ressorts d'un destin entrepreneurial*, Paris, Economica, 2014 ; avec Jean-Pierre Chalineet André Encrevé, *La France au XIX^e siècle 1814-1914*, Paris, PUF, 2014 ; avec Michel Figeac (dir.), *Citoyenneté, république et démocratie en France de 1789 à 1889*, Paris, Armand Colin/SEDES, 2014 ; « The Construction Industry in the XXth Century: an International Interfirm Comparison », *Revue française d'histoire économique – The French Economic History Review*, n° 1, septembre 2014 ; avec Harm G. Schroeter (dir.), « La circulation de l'information et des connaissances », *Entreprises et histoire*, 75, juin 2014 ; avec Marco Bertilorenzi (dir.), *Aluminium. Du métal de luxe au métal de masse (XIX^e-XX^e siècle) – From Precious Metal to Mass Commodity (19th-21st century)*, Paris, PUPS, 2014 ; « Cartels et régulation des crises », *Entreprises et histoire*, 75, septembre 2014.

Dušan T. Bataković

Historien et diplomate serbe, docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne. Actuellement directeur de l'Institut des études balkaniques de l'Académie serbe des sciences et des arts de Belgrade. Il a été ambassadeur de Serbie en Grèce, au Canada et en France. Il est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages sur l'histoire de la Serbie, de l'ex-Yougoslavie et des Balkans, dont *Kosovo. Un conflit sans fin?*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 2008 ; (dir.), *La Serbie et la France. Une alliance atypique*, Beograd, Institut des études balkaniques, 2010 ; et *Les Sources françaises de la démocratie serbe*, Paris, CNRS éditions, 2013.

Zoltan Bécsi

Après des études dans les universités de Genève et d'Oxford et sa thèse de doctorat à l'HEID de Genève en Histoire des relations internationales sur la diplomatie secrète et le combat des peuples d'Europe centrale pour une confédération en Europe centrale (*Forbiden Federalism, 1918-1921*), il s'est intéressé à la géopolitique (*Le Projet géopolitique de la France pour l'Europe centrale dans les années 1920 et son échec*) et a récemment entrepris des recherches sur la question de la souveraineté (en préparation : *De l'Empire à la Fédération, l'héritage impériale de la Fédération et de l'Union européenne* et *The Order of Malta. From Territoriality to Sovereignty*).

Stéphanie Burgaud

Ancienne élève de l'ENS, docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne, maître de conférences à l'IEP de Toulouse. Ses recherches portent sur l'histoire allemande, l'histoire russe et les relations internationales au XIX^e siècle. Elle a publié *La Politique russe de Bismarck et l'unification allemande. Mythe fondateur et réalités politiques*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2010, et, plus récemment, *L'Europe dans la construction politique et identitaire russe*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2013.

Mathieu Dubois

Agrégé et docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne et de l'Universität Augsburg (Allemagne). Ancien *Fellow* du *Zentrum für Zeithistorische Forschung* (Potsdam), il est actuellement coordonateur du programme franco-allemand ANR-DFG « Les évacuations dans l'espace frontalier franco-allemand (1939-1945) ». Il est chargé d'enseignements à l'université Paris-Sorbonne. Il a notamment publié *Génération politique : les années 1968 dans les jeunesse des partis politiques en France et en RFA*, Paris, PUPS, 2014 (mention spéciale du Prix de thèse du Sénat).

David Gallo

Ancien élève de l'ENS-LSH (Lyon), agrégé et docteur en histoire, ATER à l'université Paris-Sorbonne ; il a soutenu en 2014 une thèse sur *La Fabrique de l'homme nouveau : formation idéologique et conditionnement politique dans la SS (1933-1945)*, sous la direction des professeurs Édouard Husson (université de Picardie) et Dominique Barjot (université Paris Sorbonne).

Philippe Gelez

Maître de conférences à l'université Paris-Sorbonne. Il enseigne la littérature et l'histoire des idées de l'espace ex-yougoslave et dirige un séminaire de

traduction. Après s'être intéressé à l'Islam bosno-herzégovien et balkanique, il a orienté ses recherches sur la question agraire au XIX^e siècle dans ces mêmes régions, ainsi que sur les problèmes liés à l'européanisation.

Jean-Noël Grandhomme

Maître de conférences HDR en histoire contemporaine à l'université de Strasbourg ; conférencier au Collège militaire royal du Canada à Kingston (Ontario) ; membre élu du Conseil national des universités ; membre des comités scientifiques du Mémorial de Verdun, du Mémorial de l'Alsace-Moselle, du Musée de Gravelotte. Publications principales : « *La guerre ne tardera pas* ». *Les Rapports du colonel Pellé, attaché militaire français à Berlin (1909-1912)*, en collaboration avec Isabelle Sandiford-Pellé, Paris, Armand Colin, 2014 ; *Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, en collaboration avec Francis Grandhomme, Strasbourg, La Nuée bleue, 2013 ; *Les Soldats inconnus de la Grande Guerre. La mort, le deuil, la mémoire*, co-dirigé avec François Cochet, Saint-Cloud, Soteca-14-18 éditions, 2011 ; *Henri-Mathias Berthelot (1861-1931). Du culte de l'offensive à la stratégie globale*, Ivry, ECPA-D, 2011 ; *Les Malgré-nous de la Kriegsmarine. Destins d'Alsaciens et de Lorrains dans la marine de guerre du III^e Reich*, Strasbourg, La Nuée bleue, 2011 ; *La Roumanie en guerre, 1914-1919 : de la Triplice à l'Entente*, Saint-Cloud, Soteca-14-18 éditions, 2009.

Lothar Höbelt

Professeur d'histoire moderne et contemporaine à l'université de Vienne, spécialiste de l'histoire autrichienne, allemande et britannique, ses travaux portent notamment sur l'histoire politique et constitutionnelle. Parmi ses nombreuses publications : *Landschaft und Politik im Sudetenland*, Wien, Österreichische Landsmannschaft, 2004 ; *Ferdinand III. 1608-1657. Friedenskaiser wider Willen*, Graz, Ares, 2008 ; *Franz Joseph I. Der Kaiser und sein Reich. Eine politische Geschichte*, Wien, Böhlau, 2009 ; *Die Habsburger. Aufstieg und Glanz einer europäischen Dynastie*, Stuttgart, Theiss, 2009 ; *Böhmen. Eine Geschichte*, Wien, Karolinger Verlag, 2012.

Catherine Horel

Directrice de recherche au CNRS (SIRICE). Spécialiste de l'histoire contemporaine de l'Europe centrale, elle enseigne à l'université Panthéon-Sorbonne. Elle est membre de plusieurs organismes internationaux et Secrétaire générale du Comité international des sciences historiques (CISH). Ses recherches traitent des structures sociopolitiques de l'Empire des Habsbourg, de l'histoire urbaine, de l'histoire des juifs. Parmi ses récentes publications, à

signaler : *Cette Europe qu'on dit centrale. Des Habsbourg à l'intégration européenne (1815-2004)*, Paris, Beauchesne, 2009 ; Catherine Horel (dir.), *1908, la crise de Bosnie dans le contexte européen cent ans après*, Bruxelles, Peter Lang, 2011 ; *L'Amiral Horthy, régent de Hongrie*, Paris, Perrin, 2014 ; Catherine Horel (dir.), *Les Guerres balkaniques 1912-1913. Conflits, enjeux, mémoires*, Bruxelles, Peter Lang, 2014.

Rainer Hudemann

354

Professeur d'histoire contemporaine de l'Allemagne et des pays germaniques à l'université de Paris-Sorbonne et professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université de la Sarre (Allemagne). Il a été vice-président de l'université de la Sarre, professeur invité à l'Université hébraïque de Jérusalem, titulaire de la chaire Alfred Grosser et professeur invité à l'Institut d'études politiques de Paris. Ses principaux domaines de recherche portent sur l'histoire allemande et française aux XIX^e et XX^e siècles, sur les relations franco-allemandes, les élites en France et en Allemagne, la politique sociale, les partis politiques, l'intégration européenne, les fascismes en Europe, l'histoire urbaine dans une perspective comparative, les structures de processus de transfert en Europe, les mémoires transnationales.

Emmanuel Le Roy Ladurie

Ancien élève de l'École normale supérieure, professeur émérite au Collège de France, ancien administrateur général de la Bibliothèque nationale et membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques), Emmanuel Le Roy Ladurie compte parmi les historiens français les plus célèbres. Auteur d'ouvrages traduits dans le monde entier, il fut nommé docteur *honoris causa* de dix-neuf universités. Grand Officier de la Légion d'Honneur et Commandeur de l'ordre des Arts et des Lettres, sa recherche actuelle porte sur l'histoire du climat.

Georgiana Medrea

Maître de conférences qualifié, docteur en histoire moderne et contemporaine de l'université Paris-Sorbonne et de l'université de Bucarest. Sa thèse consacrée aux relations culturelles franco-roumaines dans l'entre-deux-guerres ainsi que ses contributions à des ouvrages collectifs tiennent à la fois de l'histoire diplomatique, de l'art, des institutions littéraires et culturelles. Elle participe depuis 2000 aux travaux du comité d'historiens franco-roumains dirigés par Jean-Paul Bled (université Paris-Sorbonne) et Dan Berindei, vice-président de l'Académie roumaine, publiés dans *Études danubiennes* et *Revue roumaine d'histoire*.

Renaud Meltz

Maître de conférences à l'université de Polynésie française, est l'auteur d'*Alexis Léger, dit Saint-John Perse*, Paris, Flammarion, 2008 (Prix Maurice Baumont). Ses travaux portent actuellement sur l'opinion publique dans les relations internationales. Il prépare à ce sujet un ouvrage à paraître chez Vendémiaire en 2016, *Vers une diplomatie des peuples? L'opinion publique et les crises internationales au premier XIX^e siècle (France et Grande-Bretagne)*.

Edi Miloš

Maître de conférences à l'université de Split, il axe ses recherches sur l'histoire politique et intellectuelle des Croates aux XIX^e et XX^e siècles. Il est l'auteur d'une thèse de doctorat encore inédite *Antun Radić et la genèse du mouvement paysan croate (1868-1905)*, dirigée par le professeur Jean-Paul Bled et soutenue en 2008 à l'université Paris-Sorbonne.

Vojislav Pavlović

Docteur de l'université Paris-Sorbonne, il a été maître de conférences associé dans plusieurs universités en France et en Serbie. Il est actuellement vice-directeur de l'Institut d'études balkaniques de Belgrade. Il a notamment publié *Francuskarevolucija [La Révolution française]*, Beograd, Vidici, 1990; *OSS in Yugoslavia 1941-1944*, Beograd, Center for Serbian Studies, 1997; *Od Monarhije do republike (De la monarchie à la république. Les États-Unis et la Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale)*, Beograd, Clio, 1998.

Guillaume Payen

Docteur en histoire contemporaine, chef du pôle Histoire et faits sociaux contemporains du centre de recherche de l'École des officiers de la Gendarmerie nationale, chercheur associé au Centre Roland Mousnier (UMR 8596), Guillaume Payen a soutenu sa thèse en 2010 sous la direction de Jean-Paul Bled: *Racines et combat. L'existence politique de Martin Heidegger: patriotisme, nationalisme et engagement d'un intellectuel européen jusqu'à l'avènement du nazisme (1889-1933)*. Sa biographie du philosophe sera publiée en janvier 2016 aux éditions Perrin sous le titre: *Les Destins changeants de Martin Heidegger. Catholicisme, révolution, nazisme (1889-2014)*.

André Reszler

Historien, né à Budapest, il a enseigné la littérature comparée et l'histoire européenne de 1968 à 1975 à l'université d'Indiana (Bloomington) et, à partir de cette date jusqu'à sa retraite en 1998, l'histoire des idées et de la culture européenne à l'Institut universitaire d'études européennes où il a succédé à

Denis de Rougemont. Depuis 1998, il est professeur honoraire à la faculté des Lettres de l'université de Genève. À plusieurs reprises, il a été invité à l'université de Montréal et à l'Institut d'études germaniques de Strasbourg. Fondateur de la revue *Cadmos*, il en est le rédacteur en chef de 1977 à 1983. Parmi ses publications, traduites en plusieurs langues : *L'Esthétique anarchiste*, Paris, PUF, 1973 ; *Mythes politiques modernes*, Paris, PUF, 1981 ; *Le Génie de l'Autriche-Hongrie*, Genève, Georg, 1991 ; *Le Pluralisme, aspects historiques et théoriques des sociétés pluralistes*, Paris, La Table Ronde, 2002 ; et *Les Nouvelles Athènes, histoire d'un mythe culturel européen*, Gollion, Infolio, 2004.

Christophe Réveillard

356

Christophe Réveillard est responsable de recherches au Centre Roland Mousnier (UMR 8596) et professeur module européen Jean Monnet (Commission européenne, Programmes et coopération internationale). Docteur en histoire (université Paris-Sorbonne) et diplômé en droit international public (université Paris-Sud), il est secrétaire-général-adjoint du Comité français des sciences historiques et membre de l'Institut international d'études européennes A. Rosmini. Il a notamment publié le *Dictionnaire historique et juridique de l'Europe* (Paris, PUF, 2013) ; *Métiers et statuts sociaux. Les représentations* (Paris, Éditions du CTHS, 2012) ; *La Construction européenne* (Paris, Ellipses, 2012) ; *La Guerre civile perpétuelle. Aux origines modernes de la dissociété* (Perpignan, Artège, 2012) ; (dir.) « Fatalités européennes », *Géostratégiques*, n° spécial, 2012-1 ; *La Culture du refus de l'ennemi. Modérantisme et religion en Europe au seuil du XXI^e siècle* (Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2007) ; *Penser et construire l'Europe 1919-1992* (Paris, CNED/SEDES, 2007) ; *L'Américanisation de l'Europe occidentale au XX^e siècle. Mythe et réalité* (Paris, PUPS, 2002).

Benedikt Schoenborn

Senior Research Fellow au *Tampere Peace Research Institute* enseignant à l'université de Tampere, en Finlande. Parmi ses publications figurent les livres *Transatlantic Relations since 1945: an Introduction* (avec Jussi Hanhimäki et Barbara Zanchetta), London, Routledge, 2012, et *La Mécontente apprivoisée: de Gaulle et les Allemands, 1963-1969*, Paris, PUF, 2007 (Prix Duroselle).

Ana-Maria Stan

Docteur en histoire, Ana-Maria travaille comme chercheur à l'université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca (Roumanie). Elle est responsable du Musée historique de l'université. Ancienne boursière de l'Agence universitaire de la francophonie (2002-2004). Sa thèse, soutenue en 2005 et publiée en 2006 (édition roumaine) et en 2007 (édition française), porte sur les relations franco-

roumaines à l'époque du régime de Vichy. Auteur de quelques livres et d'une vingtaine d'articles sur l'histoire du xx^e siècle, ciblant les rapports culturels et la collaboration scientifique et académique entre la France et la Roumanie de 1918 à 1945, ainsi que l'histoire de l'enseignement supérieur roumain pendant l'entre-deux-guerres. En 2012, elle a édité le journal de Jacqueline Jeannel – *Ma Roumanie/România mea*, Cluj-Napoca, Centrul de Studii Transilvane, Academia Română.

TABLE DES MATIÈRES

introduction. Jean-Paul Bled, historien des mondes germaniques en Sorbonne.....	7
Rainer Hudemann.....	7

PREMIÈRE PARTIE

LE VIENNOIS :

DE L'AUTRICHE DES HABSBOURG AUX BALKANS DES NATIONS

L'AUTRICHE-HONGRIE ET LES BALKANS TRAVAILLÉS PAR LES NATIONALISMES AU XIX^e SIÈCLE

L'idée slave et les Croates au XIX ^e siècle	
Edi Miloš.....	17
Un grand acteur oublié de la scène autrichienne :	
Le comte Anton von Prokesch-Osten	
André Reszler.....	27
La Bosnie-Herzégovine entre l'Autriche et la Hongrie (1878-1914)	
Philippe Gelez.....	35
L'action politique de l'Autriche-Hongrie chez les Albanais dans le <i>Vilayet</i> du Kosovo (Une analyse française de 1902)	
Dušan T. Bataković.....	47
Les officiers-conjurés serbes: 1903-1914. Programme et convictions politiques	
Vojislav Pavlović.....	63
Montenegro and the Central Powers 1915-16	
Lothar Höbelt.....	79

INFLUENCES DIPLOMATIQUES, CULTURES ET MÉMOIRE DANS UN ESPACE EN RECOMPOSITION AU XX^e SIÈCLE

Le général Paul Venel (1864-1920) et Le rôle de la France dans le rattachement du Monténégro au royaume des Serbes, Croates et Slovènes	
Jean-Noël Grandhomme.....	97

Les répertoires français, allemand et autrichien sur les grandes scènes roumaines. Le cosmopolitisme d'une culture nationale (1919-1940) Georgiana Medrea.....	117
Aspects de la Résistance française en Roumanie après 1940. Diplomates, enseignants et écrivains Ana-Maria Stan.....	131
François-Joseph en Hongrie : un lieu de mémoire ? Catherine Horel.....	145

SECONDE PARTIE

L'ALLEMAGNE DE JEAN-PAUL BLED :

DE LA CONFÉDÉRATION GERMANIQUE À LA RÉPUBLIQUE DE BERLIN

360

L'ALLEMAGNE FACE AU CONCERT EUROPÉEN (1815-1918)

Naissance de la germanophobie française ? L'opinion publique et la crise de 1840 Renaud Meltz.....	163
Bismarck et l'Europe, De la mission Alvensleben à la mission Radowitz Stéphanie Burgaud.....	187
Un génie de la prévision : Jacques Bainville dans <i>Les Conséquences politiques de la paix</i> Zoltan Bécsi.....	203
L'Allemagne de Martin Heidegger, ou le patriotisme d'un philosophe apolitique (1889-1933) Guillaume Payen.....	215
Du poids de l'intérêt matériel dans l'adhésion au nazisme. Réflexions autour des thèses de Götz Aly, à travers le cas de la politique d'aide sociale de la SS David Gallo.....	223
Julius Berger (1862-1943) : un entrepreneur allemand et la France Dominique Barjot.....	239

L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La RFA et les premières communautés européennes Christophe Réveillard.....	265
L'Allemagne et de Gaulle : l'approche de Willy Brandt Benedikt Schoenborn.....	283
Les partis politiques au défi de « 68 » en RFA et en France Mathieu Dubois.....	297

Cartes.....	311
Entretien avec Jean-Paul Bled.....	319
Portrait de Jean-Paul Bled par Emmanuel Leroy Ladurie.....	335
Bibliographie de Jean-Paul Bled.....	339
Directions de thèse.....	349
Présentation des auteurs.....	351
Table des matières.....	359

Totaeptur magnim quaerum ad mod qui desedi ducipsam ipsam, omnima sam is exped que volupta prerest hicil iminctur audam, con explignias doluptis reptam, oditem int doloren esequia con non prat.

Qui alit ut vercim re, illacernatem que et, con cum, solorumet la sanda il minctius.

Untesectis ipsuntion re re, volorro vidus, quosti resequid excerunt ipid utest adi doluptatur, nimpos atur, ut ommossitat.

Aquam, sitat aperum et ad est, sime vento ident fuga. Et enda nullace ratiis vid quibusa pore, omnia quatia doluptat lam, autempore quati blab ium elestion placerum con comnimus autetur sende nestota qui qui ilia volupta tionseq uidigni hillorro enis dicimax imaxim repra quae natistisit ullit alit alia commolo rporrov itiore labo. Itasimust, unt que dolorates dis iurem imus, quideri intions enitatur? Liatest ut at eatatataie delliqui conesedis ut omnitatur solorem santiberum lic tem res eatatur rem velesseque lique odis doluptatis ute con reic totaspel modit quidit doluptae quis anditas incta cum venihic aboriae des am, inverunt faccum quis volenihita dem et exceatus et accus, nit vererup tateporem quia ilitatur as aut am sapedigenem est, ipitate quiae pa sum et, samet porropore dolorio reprempos sit andi rector, alique quatem facest eum esedi ut lab ium sa simagnit, quam estruntem is expernam quibusandae dolutatiam dem exceper iorrovid modia nonsedit discium lam nestiis quatus molupiti as dolupta cullupti ullest aut molor alignimus es untis qui blabor aceatur ad ea voluptieni occullaci soluptatur sam

Illustration : J.M.W. Turner, *L'Inauguration du Walhalla* (détail), huile sur acajou, 1842, Londres, Tate Gallery © akg-images/Erich Lessing

